

## ANNABA

## La protesta fait tache d'huile

**Ils étaient près de trois cents jeunes demandeurs d'emploi à se rassembler hier matin devant le siège de la commune de Annaba pour protester contre leur situation sociale intenable.**

Bloquant la circulation automobile durant deux heures au niveau du cours de la Révolution, là où se trouve le siège de la mairie de Annaba, ils ont crié leur colère contre le peu d'intérêt qui leur est témoigné par les élus de la quatrième ville du pays, toutes tendances confondues.

Ni le maire ni ses adjoints ni aucun autre élu n'ont pris la peine de les recevoir et de s'informer sur leurs doléances. Il est vrai que les préoccupations actuelles des édiles de la cité se trouvent ailleurs. Elles sont orientées vers le palais Zighoud-Youcef à Alger. Et pour cause, le poste tant convoité de sénateur, du fait des multiples avantages qu'il procure et pour lequel une bataille entre partis et même à l'intérieur de chaque parti fait rage présentement.

Le mouvement de protestation des jeunes était

contrôlé par des policiers, arrivés sur les lieux du rassemblement dans une tentative de les raisonner pour dégager la chaussée.

Rencontrés sur les lieux du rassemblement, certains jeunes manifestants nous ont déclaré avoir déposé, depuis longtemps, leurs demandes d'emploi dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et autres dispositifs destinés, en principe, à la lutte contre le chômage, des demandes restées sans suite.

«Nombreux sont ceux parmi nous qui ont des familles à charge, avec des enfants scolarisés nécessitant de lourdes dépenses pour un père qui plus est au chômage. Devant la difficulté d'y faire face, certains de ces parents d'élèves ont carrément retiré leurs gosses de l'école, nous apprend-on. Il y a également ceux

qui sont d'un âge plus ou moins avancé, la quarantaine et plus, mais qui sont toujours célibataires malgré eux. Comment peuvent-ils se marier, sachant qu'en plus de leur statut de chômeur, ils sont toujours hébergés par leurs parents ?», tiennent à expliquer des protestataires. Après avoir attendu vainement de rencon-

trer un responsable de la mairie, les protestataires ont remonté le boulevard menant à la wilaya, situé à quelques encablures du cours de la Révolution, pour faire part de leur situation au wali.

Des représentants des jeunes ont été reçus au cabinet où des promesses leur ont été faites pour une prise en charge

de leur problème, avant de se disperser dans le calme.

La contestation semble avoir fait tache d'huile, ces derniers jours, dans la wilaya de Annaba.

En effet, le mouvement des chômeurs d'hier, le deuxième en trois jours, fait suite à plusieurs autres similaires dans différentes localités de la

wilaya. Pour le même motif, les jeunes de Sidi-Amar, El Bouni, Sidi-Salem, Draâ-Erich, entre autres, sont déjà sortis, cette semaine, dans la rue. Ils ont exprimé haut et fort leur ras-le-bol contre le chômage endémique qui touche une bonne partie de la population juvénile.

A. Bouacha

## À L'APPEL DU CONSEIL DE WILAYA DU CNAPEST

## Six lycées du chef-lieu de Bouira en grève

**Hier mercredi, et à l'appel du conseil de wilaya du Cnapest, les enseignants des six lycées du chef-lieu de wilaya de Bouira ont observé dans l'après-midi une grève en signe de solidarité avec leurs collègues du lycée Hamza de Bouira, qui se battent depuis la rentrée scolaire pour faire partir le proviseur. Ce dernier n'est autre que l'ex-secrétaire général de la Direction de l'éducation (DE).**

Ayant été écarté des commandes de la DE en juin dernier, au même titre qu'une dizaine d'autres cadres dont l'ex-directeur, qui sont d'ailleurs tous sous contrôle judiciaire dans l'affaire des scandales ayant éclaboussé la direction de l'éducation de la wilaya de Bouira durant l'été 2008, cet ex-SG avait été, et là, c'était le ministre Benbouzid en personne qui l'a déclaré lors d'une visite d'inspection à Bouira en juin dernier, muté dans un premier temps vers la DE de Béjaïa avant de se voir réorienter vers la DE de

Boumerdès. Cependant, quelques semaines plus tard, l'on apprendra que cet ex-SG a regagné la wilaya de Bouira, en refusant les postes qui lui avaient été proposés ailleurs.

Ainsi, au niveau de la wilaya de Bouira, et en attendant le verdict final de l'affaire des scandales soulevés, l'ex-SG a eu une affectation vers le lycée Hamza de Bouira en tant que proviseur.

Or, en le voyant à la tête de l'administration de leur lycée, les enseignants de Hamza ont entamé une grève illimitée dès la ren-

trée du 13 septembre dernier.

Trois semaines plus tard, la DE a signifié aux enseignants le départ de ce responsable contesté et les cours ont aussitôt repris.

Quelques semaines plus tard, alors que tout le monde croyait que l'affaire était close, le fameux responsable a refait surface et les enseignants du lycée Hamza apprirent avec grand étonnement qu'il n'a jamais été question de son départ.

De fait, c'est la reprise de la grève durant la semaine en cours au niveau de ce lycée et le conseil de wilaya du Cnapest, qui s'est réuni au courant de la semaine pour débattre de cette situation, a décidé d'une grève d'une demi-journée pour les six lycées du chef-lieu de

wilaya pour hier en signe de solidarité avec les enseignants du lycée Hamza. Dans l'après-midi d'hier alors que le mot d'ordre de la grève a été scrupuleusement suivi, le coordinateur de wilaya, Zoubir Messaoudi, nous dira que le Cnapest a également pris la décision de refuser ce responsable, ainsi que tous ceux impliqués dans les scandales de 2008, dans tous les lycées de la wilaya.

Et vu la tournure prise dans cette histoire, et qui ressemble au jeu du chat et la souris, le coordinateur du Cnapest de Bouira dira que «si la DE continuait à faire la sourde oreille, une autre grève sera organisée la semaine prochaine et sera élargie à tous les lycées de la wilaya».

Y. Y.

## EN ATTENDANT LE RÉSULTAT DE LA RÉUNION AVEC LE WALI D'ALGER

## La situation toujours tendue à Diar Echems

**Pas de heurts, hier, entre les habitants de Diar Echems et les policiers mais la situation demeure tendue.**

Le quartier, qui a vécu deux journées mouvementées lundi et mardi, vit au rythme des nouvelles que les «négociateurs» leur communiquent.

Hier, une plate-forme de revendications a été élaborée par ces derniers. Elle devait être remise au wali d'Alger au cours d'une réunion qui devait débiter aux alentours de 18 heures.

Les habitants exigent «le relogement immédiat de l'ensemble des 1 500 familles, l'arrêt des arrestations des jeunes ayant pris part aux affrontements, la cessation des incursions policières dans la cité». Ils ont clairement fait savoir qu'ils refusaient toute idée de création d'un comité de quartier ou d'une délégation qui parlerait au nom des habitants car, disent-ils, c'est la meilleure manière de manipuler.



Les protestataires exigent le relogement immédiat des 1 500 familles.

Hier, les plus âgés éprouvaient du mal à calmer les esprits des plus jeunes qui ne refusaient le principe de la négociation. Ce qu'ils exigent, ce sont des solutions

immédiates. La suite des événements dépendra certainement des résultats de la rencontre avec les responsables de la wilaya.

N. I.

## ADHÉSION À L'OMC

## Les réponses de l'Algérie connues la semaine prochaine

L'Algérie fera connaître ses réponses aux requêtes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) la semaine prochaine. Une réunion présidée par le Premier ministre est prévue. A l'ordre du jour : les 15 points toujours en suspens et qui bloquent le processus des négociations.

Une certitude : la partie algérienne ne compte pas faire de concessions, notamment en ce qui concerne les récentes dispositions introduites par la loi de finances complémentaire de 2009.

El Hachemi Djaâboub, ministre du Commerce, qui intervenait hier sur les ondes de la Chaîne I, a tenu à préciser que «ceux qui avaient un doute sur les orientations économiques de l'Algérie et qui espéraient que la loi de finances 2010 annoncerait un recul par rapport aux options choisies se sont trompés. Ils savent maintenant que ce sont des choix irréversibles».

De passage à la radio, Djâaboub a déploré que son secteur ne bénéficie pas du même budget que d'autres départements ministériels, ce qui ne lui permet pas de mettre en œuvre son programme d'action. Interrogé au sujet de l'augmentation sur le marché des prix des légumes secs, le ministre du Commerce a expliqué que celle-ci est imputable aux fluctuations du marché international et que cela ne l'inquiétait pas outre mesure. Ce qui est inquiétant, dit-il, c'est les prix des viandes rouges.

Djaâboub s'attend à une nouvelle augmentation à l'approche de l'Aïd. Hormis un appel à la sagesse lancé en direction des maquignons, le ministre du Commerce estime que la solution réside dans l'importation de viande.

Pour la rendre accessible, il préconise la suppression de la TVA sur les importations. Une mesure qui, selon lui, ne peut être qu'introduite dans le cadre d'une loi de finances.

N. I.